

Istanbul, le 30/06/2010

Forum Européen de la MMF, atelier Services Publics

Nous étions environ 120 femmes de nombreux pays européens dont une soixantaine de femmes turques et kurdes et une trentaine de françaises. La traduction se faisait en turc, français et anglais.

Introduction très courte par Michèle (MMF Suisse)

L'objectif est de parler du quotidien et de nos réponses à ces problèmes en tant que mouvement international. Face aux situations parfois similaires que vivent les femmes en Europe, due aux politiques néolibérales qui encouragent la diminution des services publics, quelles sont les résistances, les revendications et actions qui sont menées dans les différents pays ?

Les femmes des pays présents ont donc largement pu prendre la parole :

France

Les SP sont garants de la cohésion sociale et de l'égalité entre les citoyen-ne-s. En France les SP sont attaqués morceaux par morceaux. Les secteurs de la santé et de l'éducation, notamment, emploient beaucoup de femmes donc cela équivaut aussi à une précarisation de leurs emplois.

La revendication principale est le maintien de la fonction publique.

> Les femmes de Marseille proposent la participation de la MMF au forum alternatif lors du forum mondial de l'eau en 2012.

Turquie (un syndicat des travailleurs municipaux d'Istanbul)

Le problème de privatisation est local et global, ce sont les applications des politiques néolibérales. En Turquie, il y a volonté de supprimer la sécurité de l'emploi pour les fonctionnaires et favoriser ainsi la privatisation des SP à venir.

Le gouvernement a, en fait, déjà privatisé la santé et l'éducation mais sans information à la population. Dans la santé et l'éducation, la structure de l'emploi a changée : il y a de plus en plus de personnes contractuelles. La sécurité de l'emploi diminue et la qualité des SP se détériore d'autant.

La volonté, à terme, est de contractualiser tou-te-s les salarié-e-s des SP et supprimer leur sécurité de l'emploi.

Dans les collectivités territoriales, il existe déjà des types de statuts différents. Beaucoup de fonctionnaires préfèrent démissionner ou prendre une retraite anticipée plutôt que de changer de statut.

Pendant le gouvernement actuel, beaucoup de femmes ont quitté les SP avec l'augmentation des privatisations. Les contrats à court terme et sous-contrats augmentent l'insécurité, le chômage et la pauvreté des femmes.

Les privatisations sont les conséquences de la société libérale et capitaliste contre laquelle lutte son syndicat. Le SP est un droit pour chacun. Les femmes luttent car elles sont les premières victimes. Elles doivent se réunir pour être plus efficaces.

Grèce

En Grèce, la crise économique est un prétexte pour le FMI pour mettre en place sa politique habituelle : privatiser les SP, diminuer les dépenses sociales, etc.

Cette crise ne concerne pas que la Grèce, partout on prend de l'argent aux populations pour le donner au capital > il faut revendiquer une redistribution des richesses.

Selon les médias, la Grèce est un pays paresseux, alors que c'est l'un des pays européens où on travaille le plus (40h par personne), mais il fallait une raison pour justifier l'échec de ce système capitaliste. Ces excuses inventées sont des mythes qu'il faut combattre.

Nous ne voulons pas une réduction du budget mais une autre répartition des dépenses : réduire les

budgets militaires, les JO ont couté très cher pendant que les dépenses sociales diminuaient...

> Il faut abolir le patriarcat, le capital et instaurer le socialisme !

Turquie (parti pour la liberté et la solidarité)

Nous avons des expériences communes de privatisations. L'argent prit au secteur public va vers les banques, la finance, le capital et les dépenses militaires. Il faut faire les liens entre ces phénomènes, souligner l'importance de la sécurité sociale, des SP, de la sécurité de l'emploi.

Il y a des réformes ces derniers temps, par exemple, les femmes enceintes ne sont plus suivies médicalement après l'accouchement. Le premier ministre encourage les naissances mais comme les crèches ferment les mères doivent rester chez elles.

Les femmes doivent travailler dans l'économie informelle pour survivre (employé de maison ...) ou dans des entreprises sous-traitantes sans sécurité de l'emploi, sans prise en charge de santé etc.

Les jeunes femmes sont dépendantes économiquement donc si elle veulent partir de chez elles, elles doivent se marier. > Il faut se battre pour que ça change.

Royaume uni (syndicat des enseignants)

Situation très similaire aux autres pays européens : gouvernement conservateurs et libéraux qui s'attaquent à tous les SP.

Pour l'école, il y a une tentative de privatisation. Des « écoles libres » peuvent se créer avec les enfants chez eux, financées par les familles elles mêmes. Les horaires changent donc pour les mères, aucune possibilité de faire garder ses enfants. Cette réforme s'attaque aux femmes et aux enseignants en général.

Ce sont des attaques contre les classes ouvrières et contre les femmes surtout car ce sont elles qui utilisent davantage les SP. Il y a déjà des mouvements mais il faut un mouvement pour les femmes de la classe ouvrière.

> Les syndicats devraient organiser des espaces de rencontre pour se battre contre ces problèmes, organiser des grèves et combattre de manière la plus efficace possible ce capital qui opprime les femmes.

Turquie

Dans le SP, 4 secteurs en particulier qui sont attaqués et sur lesquels il faut se battre : santé, éducation, emploi précaire, logement. Il existe différentes luttes contre la privatisation et il peut y avoir des demandes et actions plus précises, ex :

- un projet de transformation urbaine : plein de gens se sont retrouvés à la rue et ce sont les femmes qui se sont regroupées les premières contre ça.

- les cliniques qui ferment, la réforme de l'éducation : les femmes sont les premières victimes car elles ont un besoin spécifique.

- l'augmentation du pris des transports contre laquelle s'est battu un groupe de femmes : elles ont sauté par dessus les barrières pour contester.

> Il faut des revendications générales et des revendications, des luttes plus précises.

Il faut des actions directes : sauter sur les barrières. Proposition d'une journée d'action directe de la MMF partout en Europe.

Il est aussi très important de se demander comment transformer l'être humain en sujet politique.

Conclusion

Plusieurs idées à retenir : le forum alternatif sur l'eau en 2012, une journée internationale d'actions directes, la réduction des dépenses militaires au profit des SP.

L'accent a été mis aussi sur la nécessité de politisation des mouvements féministes.